

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 JUIN 1921.

Projet de loi

portant modification des lois du 24 décembre 1903 et du 27 août 1919 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DONNAY.

MESSIEURS,

Le projet de loi soumis à vos délibérations par le Gouvernement a pour objet d'assurer la réparation des dommages résultant des accidents du travail, dans une proportion mieux en rapport avec le taux actuel des salaires et le coût de la vie.

Pour fixer les indemnités auxquelles ont droit les accidentés, c'est le salaire annuel touché pendant l'année précédant l'accident qui sert de base. En vertu de l'article 8 de la loi du 24 décembre 1903, lorsque le salaire de base dépassait 2,400 francs, il n'était pris en considération qu'à concurrence de cette somme. Au lendemain de la guerre, en raison du relèvement des salaires et traitements, les Chambres ont voté, à l'unanimité, la loi du 27 août 1919, portant de 2,400 à 4,000 francs le salaire maximum réparable.

Nombreux étaient alors ceux qui espéraient que le coût de la vie et les salaires ne tarderaient pas à se régulariser, peut-être même à fléchir.

Cet espoir a été déçu. Le prix des choses les plus indispensables à la vie a augmenté depuis lors dans des proportions considérables, et les salaires ont conséquemment subi une progression qui, sans atteindre celle du coût de la vie, a dû forcément s'en rapprocher dans la plus forte mesure possible.

(1) Projet de loi, n° 47.

La Section centrale, présidée par M. Bertrand, était composée de MM. Donnay, De Grave, Pépin, de Liedekerke, Falony, Heyman.

Mais, tandis que le salaire devant servir de base à la fixation des indemnités dûes en réparation des dommages causés par les accidents du travail a augmenté, le salaire maximum réparable est resté fixé à 4,000 francs. Il en est résulté que les rentes allouées à certains sinistrés, au lieu d'être équivalentes à la moitié du dommage réel subi, n'en atteignent même plus le quart dans de très nombreux cas. Pour que pareille éventualité se produise, il suffit que le salaire réel de la victime soit supérieur au double du salaire maximum réparable, ce qui arrive fréquemment et dans de nombreuses industries. Le caractère forfaitaire de la législation actuellement en vigueur est ainsi faussé, et toujours au détriment des victimes d'accidents.

C'est pour remédier à cette situation qui ne peut être tolérée plus longtemps, que le Gouvernement propose de modifier l'article 8, 4^e alinéa (loi du 27 août 1919), en fixant à 7,300 francs au lieu de 4,000, le salaire maximum réparable.

Ce chiffre n'a rien d'exagéré. S'il représente un salaire de 24 francs par journée effective de travail, il ne donne qu'un revenu quotidien de 20 francs. Dans le cas d'incapacité totale, la victime d'un accident a droit, sous le régime légal actuel, à une indemnité maximum d'environ 5.50 par jour. Avec la modification qui vous est proposée, cette indemnité sera de 10 francs, revenu qui, dans bien des circonstances, restera insuffisant pour assurer une subsistance un peu décente, sans même tenir compte de l'état de dénuement provoqué par la guerre dont un si grand nombre de familles ouvrières continuent à souffrir.

Aux termes de l'article 1^{er}, 2^{me} alinéa de la loi du 24 décembre 1903, modifiée par celle du 27 août 1919, sont assimilés aux ouvriers les employés qui, à raison de leur participation directe ou indirecte au travail, sont soumis aux mêmes risques que les ouvriers et dont le traitement annuel, fixé par l'engagement, ne dépasse pas 4,000 francs.

Il est évident que la modification de l'article 8, 4^{me} alinéa, en faveur de ceux qualifiés ouvriers dans la loi, entraîne comme conséquence logique la même modification au profit de ceux qualifiés employés, en substituant 7,300 francs à 4,000 dans le 2^{me} alinéa de l'article 1^{er}.

Enfin, dans le but d'étendre les mêmes avantages à tous les assujettis à la loi, le Gouvernement propose de modifier le 5^{me} alinéa de l'article 8, relatif aux apprentis et ouvriers de moins de 16 ans, victimes d'accidents du travail.

En ce qui concerne ceux-ci, le salaire de base servant à fixer les indemnités auxquelles ils ont droit, ne sera jamais inférieur au salaire des autres ouvriers les moins rémunérés de la même catégorie professionnelle; il ne sera, en aucun cas, évalué à moins de 730 francs par an. (Loi du 27 août 1919, art. 8.)

Parmi les éclopés du travail, les plus malheureux sont ceux qui ont été victimes alors qu'ils étaient encore apprentis ou trop peu âgés pour être devenus ouvriers qualifiés. Frappés par l'accident alors que leur salaire n'était encore que la moitié, parfois même le quart de ce qu'il pourrait être quelques années plus tard, la rente qui leur sera allouée en réparation du

dommage subi restera toujours, quel que soit leur âge, la moitié ou le quart de ce qu'elle aurait pu être, car elle n'est soumise à aucune revision. C'est là l'une des lacunes principales de la législation actuelle.

Pour en adoucir les conséquences, le Gouvernement propose de porter le minimum réparable de 730 à 1,500 francs.

Tout en se ralliant aux considérations si judicieuses par lesquelles le Gouvernement justifie les modifications qu'il propose, plusieurs membres ont présenté quelques observations qu'ils ont précisées comme suit :

I. Sans méconnaître la multiplicité et la complexité des questions que soulève la revision de la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ils rappellent cependant : 1° que sa possibilité avait déjà été envisagée en 1903, lors même du vote de la loi; 2° qu'en 1913, la Section centrale qui examina le budget de l'Industrie et du Travail, insista sur sa nécessité; 3° que dix-sept années d'expérience, au nombre desquelles il y a les années de guerre, ont préparé de nouveaux progrès; 4° que conformément à ses déclarations réitérées, le Gouvernement a mis à l'étude un projet de revision qu'ils émettent le vœu de voir aboutir dans le plus bref délai.

II. La limitation d'un maximum de salaire réparable, introduite dans le système du forfait, fausse souvent celui-ci et toujours au détriment de la victime et l'expérience actuelle est péremptoire, puisqu'en deux ans ce maximum a dû être augmenté deux fois et que dans l'intervalle, de nombreuses victimes d'accidents ont forcément été lésées.

III. La fixation d'un maximum réparable ne se justifie plus, parce qu'en 1903 elle n'a été motivée que comme une mesure pratiquement nécessaire et une conséquence du forfait, en invoquant que l'ouvrier dont le salaire dépassait le maximum prévu, avait pu se constituer des réserves que personne ne peut plus invoquer aujourd'hui.

Elle apparaît comme illogique, car la prime d'assurance étant payée sur l'entièreté du salaire devrait couvrir intégralement celui-ci.

* * *

Le projet qui vous est soumis a été approuvé dans toutes les Sections.

Votre Section Centrale vous propose, à l'unanimité, de l'approuver dans les termes présentés par le Gouvernement.

Le Rapporteur,

S. DONNAY.

Le Président,

L. BERTRAND.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 JUNI 1921.

Wetsontwerp

houdende wijziging der wetten van 24 December 1903 en van 27 Augustus 1919 op de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING UITGEBRACHT (2) DOOR DEN HEER DONNAY.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat u door de Regeering is voorgelegd, heeft ten doel, de vergoeding der schade voortvloeiende uit de arbeidsongevallen meer in overeenstemming te brengen met den tegenwoordigen loonstandaard en met de levensduurte.

De vergoedingen, waarop de belanghebbenden recht hebben worden berekend op het jaarlijksch loon, dat werd uitbetaald in het jaar dat aan het ongeval voorafging. Bedroeg dit loon meer dan 2,400 frank, dan kwam, krachtens artikel 8 der wet van 24 December 1903, slechts dit bedrag in aanmerking. Wegens de loons- en weddeverhoging hebben de Kamers, onmiddellijk na den oorlog, eenparig de wet van 27 Augustus 1919 aangenomen, waarbij het maximum-loon, dat ten grondslag wordt genomen, van 2,400 tot op 4,000 frank wordt gebracht.

Bijna iedereen dacht toen dat aldaar het leven goedkooper en de loonen meer normaal zouden worden, ja zelfs zouden dalen.

Men werd teleurgesteld. De prijs der meest noodzakelijke levensmiddelen is sedertdien in bedenkelijke mate gestegen. De loonen hebben dienvolgens eene stijging ondergaan, welke noodwendigerwijze die van de levensduurte zoo dicht mogelijk benaderen moest, zonder ze daarom te bereiken.

Terwijl echter het loon, dat als grondslag moet dienen voor het vaststellen der vergoedingen verschuldigd als schadeloosstelling wegens arbeids-

(1) Wetsontwerp, n^o 47.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Bertrand, bestond uit de heeren Donnay, De Grave, Pépin, de Liedekerke, Falony, Heyman.

ongevallen, verhoogd is, blijft het minimum-loon, waarvoor schadeloosstelling verschuldigd is, op 4,000 frank bepaald. Het gevolg er van was, dat de uitkeeringen betaald voor sommige ongevallen, in plaats van de helft der werkelijke, geleden schade te bereiken, in zeer talrijke gevallen zelfs niet meer een vierde bedragen. Om dit te zien gebeuren, is het voldoende dat het werkelijk loon van het slachtoffer hooger zij dan het dubbele van het maximum-loon vatbaar voor schadeloosstelling, wat herhaaldelijk en in talrijke nijverheidstakken voorkomt. Het karakter van de bestaande wet, waarbij de vergoeding eens voor al is bepaald, wordt op die wijze geschonden, en altijd ten nadeele van de slachtoffers van ongevallen.

Om een eind te maken aan dezen toestand, die niet langer kan gedoogd worden, stelt de Regeering voor artikel 8, 4^{de} lid (wet van 27 Augustus 1919), te wijzigen door het maximum-loon te brengen van 4,000 frank tot op 7,300 frank.

Dit cijfer is niet overdreven. Zoo het een loon van 24 frank per werkelijken arbeidsdag vertegenwoordigt, toch geeft het maar een dagelijksch inkomen van 20 frank. Geldt het eene geheele werkonbekwaamheid, dan heeft het slachtoffer van een ongeval, onder de tegenwoordige wettelijke regeling, recht op eene maximum-vergoeding van ongeveer fr. 8.50 per dag. Dank zij de wijziging door de Regeering voorgesteld, zal die vergoeding tot op 10 frank worden gebracht. Dit inkomen zal in vele omstandigheden nog niet toereikend zijn voor een min of meer behoorlijk onderhoud, zonder zelfs in aanmerking te nemen den schamelen toestand, waarin een groot getal arbeidersgezinnen ten gevolge van den oorlog nog altijd leven.

Naar luid van artikel 1, 2^{de} lid, der wet van 24 December 1903, gewijzigd door de wet van 27 Augustus 1919, worden met de verklieden gelijkgesteld de bedienden, die, wegens rechtstreeksche of onrechtstreeksche deelneming aan den arbeid, aan dezelfde risico's als de werklieden zijn blootgesteld en wier jaarlijksche wedde, bij overeenkomst vastgesteld, niet 4,000 frank overschrijdt.

Het spreekt vanzelf dat de wijziging van artikel 8, 4^{de} lid, ten voordeele van die, welke de wet werklieden noemt, logischerwijze aanleiding geeft tot dezelfde wijziging ten behoeve van die welke door de wet bedienden worden genaamd, door het bedrag van 4,000 frank te vervangen door het bedrag van 7,300 frank in het tweede lid van artikel 1.

Ten slotte, stelt de Regeering voor, om dezelve voordeelen te kunnen verleen en aan al degenen waarop de wet van toepassing is, het vijfde lid van artikel 8 te wijzigen; dat lid heeft betrekking op de leerjongens en werklieden beneden 16 jaar, aan wie een arbeidsongeval overkomt.

Wat deze laatsten betreft, zal het loon, dat tot grondslag dient voor het vaststellen van de vergoedingen, waarop zij recht hebben, nooit minder mogen bedragen dan het loon der overige werklieden, de minst betaalden in hetzelfde vak; in geen geval mag het geschat worden op minder dan 730 frank per jaar. (Wet van 27 Augustus 1919, artikel 8.)

De beklagenswaardigste onder de gebrekkigen, slachtoffers van den

arbeid, zijn degenen, aan wie een ongeval overkwam, toen zij nog leergelovelingen waren of te jong om als volle arbeiders op te treden. Daar zij door het ongeval werden getroffen, toen hun loon nog slechts de helft of misschien slechts een vierde was van hetgeen zij enkele jaren later zouden kunnen verdienen, zal de rente, die hun als schadeloosstelling wordt toegekend, wat ook hun leeftijd weze, altijd slechts de helft of een vierde zijn van wat zij had kunnen zijn, want zij is nooit voor herziening vatbaar. Dit is een der ergste leemten in de tegenwoordige wet.

Om de gevolgen daarvan te verzachten, stelt de Regeering voor, het minimum als grondslag der schadeloosstelling van 750 tot op 1,500 frank te brengen.

Verscheidene leden, al sloten zij zich aan bij de zoo billijke overwegingen van de Regeering tot wettiging van de door haar voorgestelde wijzigingen, opperden nochtans eenige bedenkingen, in dezen zin :

I. Zonder de veelvuldigheid en het ingewikkelde van de vraagstukken te ontkennen, die de herziening van de wet op de schadeloosstelling wegens arbeidsongevallen doet oprijzen, wijzen zij er nochtans op : 1° dat de mogelijkheid daartoe reeds werd ingezien in 1903, bij de aanneming der wet; 2° dat in 1913 de Middenafdeeling, die de begroting van Nijverheid en Arbeid onderzocht, op de noodzakelijkheid daarvan aandrong; 3° dat zeventien jaar lange ondervinding, waaronder de oorlogsjaren vallen, nieuwen vooruitgang hebben voorbereid; 4° dat de Regeering, overeenkomstig hare herhaalde verklaringen, een ontwerp tot herziening heeft ter studie gelegd, dat zij hopen zoo spoedig mogelijk te zien uitgevoerd.

II. De beperking van een maximum-loon als grondslag voor de schadeloosstelling, ingevoerd in dit stelsel van het eens vooral bepaald bedrag, is dikwijls oorzaak dat dit stelsel wordt geschonden, en wel immer ten nadeele van het slachtoffer. De opgedane ondervinding is doorslaand, vermits in twee jaar tijds dit maximum moest worden verhoogd en intusschentijd vele slachtoffers van arbeidsongevallen noodzakelijkerwijze daardoor schade moeten hebben geleden.

III. De vaststelling van een maximum voor schadeloosstelling is niet meer te billijken, omdat zij in 1903 enkel werd verklaard als een maatregel die practischerwijze noodzakelijk was en een gevolg was van het beginsel van het eens vooral bepaald bedrag; er werd aangevoerd dat de arbeider, wiens loon hooger was dan het voorziene maximum, besparingen had kunnen doen, die niemand thans nog kan doen gelden.

Die vaststelling komt ons onlogisch voor, want de verzekeringspremie, die wordt betaald op het geheele bedrag van het loon, zou dit loon heel en al moeten dekken.

* * *

Het ontwerp, dat u is voorgelegd, werd in al de Afdeelingen aangenomen.

Uwe Middenafdeeling stelt u eenparig voor, het goed te keuren zooals de Regeering het voorstelt.

De Verslaggever,
S. DONNAY.

De Voorzitter,
L. BERTRAND.